

Maître d'ouvrage :

EARL LE PUIITS

***Siège d'exploitation : 64 chemin du Petit Lundi
85120 Ste HERMINE***

Pré études technique et réglementaire

PROJET DE RESERVE EN EAU



EARL le Puits
85120 Ste HERMINE



Table des matières

Identification de l'exploitation	3
2 Objet du dossier :	3
2.1 Le Projet.....	3
2.2 Motivation	3
2.3 Situation géographique.....	4
2.4 Contexte réglementaire	0
2.5 Caractéristiques du projet	1
2.6 Approche économique	2
2.7 Urbanisme	2
3 Contexte environnemental	2
3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau.	2
3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation.....	3
3.2 Situation géologique et morphologique	4
3.3 Les secteurs d'intérêts écologique.....	4
3.3.1 Les ZNIEFF	4
3.3.2 Natura 2000	5
3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire	6
3.4 Les zones humides	7
3.5 Environnement proche	8
3.5.1 Habitations.....	8
3.5.2 Périmètre eau potable :	8
3.6 Servitudes	8
3.7 Zones de présomption archéologique.	8
3.8 Mesures ERC	10
3.9 Cumul d'impact du projet.....	11
4 Le SDAGE et le SAGE	12
5. Conclusion	14

Identification de l'exploitation

EARL le Puits

64 chemin du Petit Lundi
85120 Ste HERMINE
N° SIRET : 331 377 895 00015

SAU : 338 ha

UTH :5

Cultures actuelles : blé dur 100ha, maïs 100 ha, cultures spécialisées

L'exploitation cultive actuellement 10 ha de blé dur, 80 ha de blé tendre, 100 ha de maïs ainsi que 50 ha de cultures spécialisées (dont 15 ha de légumes et 35 ha de semences de maïs.

2 Objet du dossier :

2.1 Le Projet

Le projet consiste créer une réserve d'eau d'un volume approximatif de 55 000 m³ d'eau. Le remplissage s'effectuera sur la période hivernale (1^{er} novembre au 31 Mars). Le remplissage de la retenue s'effectuera par la reprise des eaux de la société Inter plume et l'entreprise Bodin qui rejettent des eaux de process dans le milieu en hivers et situées à proximité.

Toutefois, afin d'assurer la pérennité de la retenue et dans le cas où une forte baisse d'activité de ces entreprise (exemple ; épisode de grippe aviaire ou cessation d'activité) un point de pompage sur le cours d'eau « Le Lay » sera prévu dans le mode de fonctionnement de la retenue, pour son remplissage.

2.2 Motivation

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant 55 000 m³.

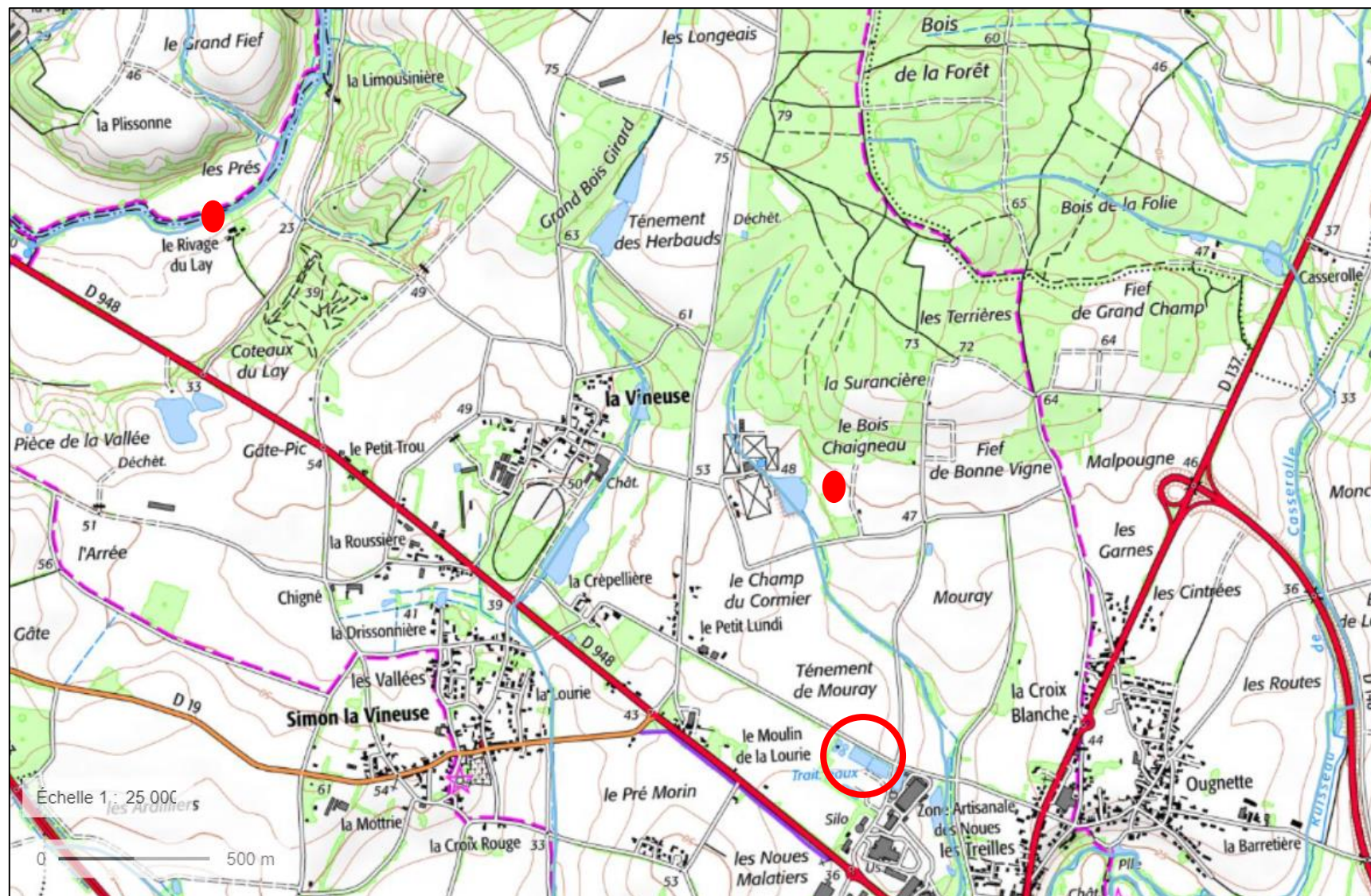
L'accès à l'eau va permettre d'assurer dans un premier temps la contractualisation des cultures à fortes valeurs ajoutées ainsi que la pérennité de l'exploitation agricole qui **emploie 3 gérants**

Avec un volume d'eau suffisant l'exploitation pourra

L'intérêt du projet consiste à stocker les eaux rejetées par les entreprises situées à proximité du futur projet. L'emplacement du projet a été orienté par sa proximité avec le parcellaire irrigable, de la maîtrise du foncier, des capacités de remplissage ainsi si que des caractéristiques géomorphologiques nécessaires à ce type d'ouvrage.

Comme évoqué au point 2.1 du dossier, l'exploitation souhaite assurer la pérennité de l'ouvrage et prévoir un point de pompage sur cours d'eau « le Lay » pour garantir un remplissage en cas d'impossibilité depuis l'eau industrielle. Pour le dossier, nous prendrons le cas le plus pessimiste, le prélèvement sur cours d'eau, pour lequel du volume est disponible.

2.3 Situation géographique



EARL le Puits
85120 Ste HERMINE

2.4 Contexte réglementaire

Sage Bassin du Lay	Le SAGE Le Lay se situe en ZRE. Le SDAGE voté en comité de bassin en mars 2022, définit le cadrage des nouveaux prélèvements hivernaux. Le bassin de la Vendée montre des possibilités de création de stockage avec remplissage hivernal.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais	Non Concerné. Le projet présenté ne se superpose pas à une zone humide.
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.	La surface du projet représente un miroir d'eau inférieur à 3 ha. Procédure soumise à déclaration
3.1.2.0 Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Dans l'éventualité d'un prélèvement impossible depuis les sites industriels, un fossé de 3 à 4 m sera créé en bordure du Lay pour l'installation de pompage sur cours d'eau, afin de ne pas faire obstacle à l'écoulement. Procédure soumise à déclaration.
1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h (A) 2° Dans les autres cas	Le projet se situe en Zone de Répartition des Eaux Le projet est inclus dans l'attribution des volumes de l'OUGC en place. Dans ce cas l'attributaire du volume est l'Etablissement Public du Marais Poitevin. Une demande annuelle sera faite pour le renouvellement du volume.

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement.

D'après le code de l'urbanisme, le projet sera soumis à déclaration préalable de travaux.

2.5 Caractéristiques du projet

Parcelle du futur projet :

Parcelles XR34, AM40

L'emprise est en propriété du pétitionnaire.

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de son positionnement vis-à-vis du parcellaire agricole de l'exploitation, de ses caractéristiques topologiques ainsi que la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec le Schéma de cohérence territorial en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux.

Site :



2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Lorsque les entreprises et ERDF auront fini les devis réels, la valeur finale sera plus précise.

D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le but du projet est de sécuriser les cultures ainsi que de conserver la contractualisation des cultures pratiqués en spécifique.

2.7 Urbanisme

Un permis d'aménager sera à réaliser au titre du Code de l'urbanisme. Les études techniques permettront de déterminer précisément la superficie du projet en fonction du volume visé et donc de la procédure à appliquer. S'il s'avère que la surface sera inférieure à 2 ha, une déclaration préalable sera déposée. Si la surface sera définie à plus de 2 ha, un permis d'aménager sera déposé.

Le site visé par l'exploitant se situe en zone A autorisant ce type de travaux à vocation agricole.

3 Contexte environnemental

3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau.

La commune de la Sainte Hermine est située dans le bassin versant du Lay classé en ZRE, pour le projet présenté.

L'alimentation par interception des eaux de surface devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne.

Source station météo France à Chantonay

	janv.	fev.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	dec.	Toute la période
Cumul moyen Précip.	97,5	67,4	63,5	67,3	62,6	44,0	49,9	45,2	73,2	106,9	96,3	103,1	876,9

Le remplissage de la retenue se fera par pompage en cours d'eau. (voir 2.1 du présent dossier)

Le remplissage se fera en période hivernale (1^{er} novembre-31 mars)

Le projet étant situé en ZRE, le pétitionnaire devra faire une demande de volume annuel à l'Etablissement Public du Marais Poitevin (EPMP), qui est l'Organisme Unique de Gestion des Eaux (OUGC) sur le territoire

3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation

Après consultation de l'attributaire de débit, des volumes sont disponibles sur ce secteur pour le remplissage de la retenue.

Cours d'eau police de l'eau.



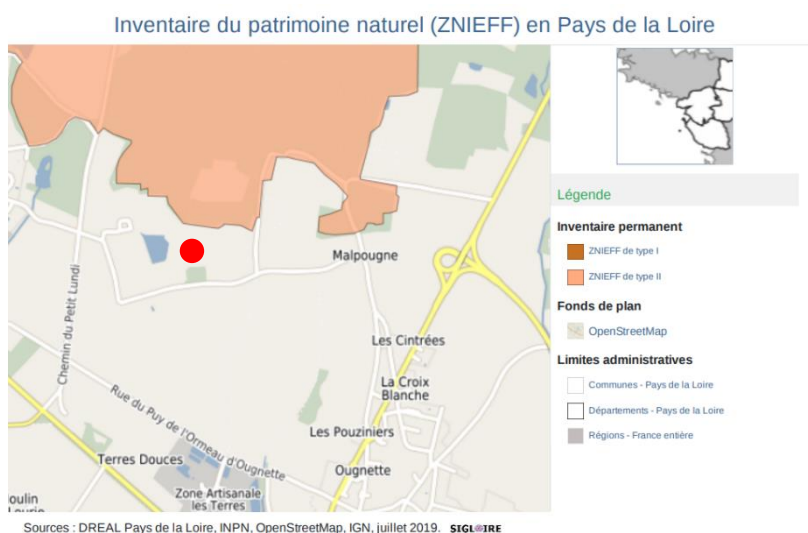
3.2 Situation géologique et morphologique



D'après la carte N°586 de Fontenay le Comte, le projet se superpose à un unique horizon géologique : Formations Mésozoïques : Formation des calcaires jaune nankin (Hettangien - Sinémurien) : calcaires grossiers, bioclastiques, dolomitiques, à passées oolitiques - Calcaires "caillebotines" - Altérites

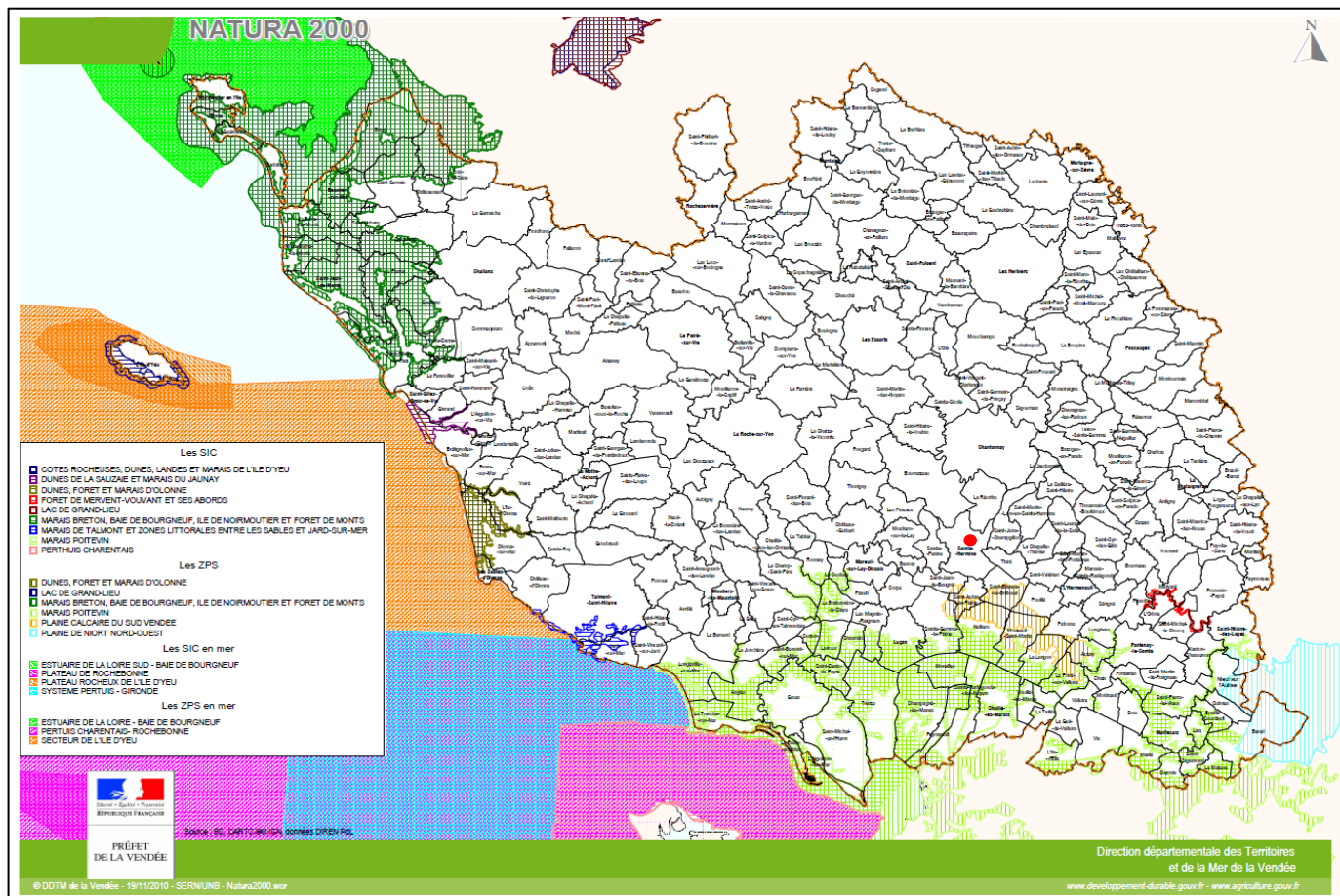
3.3 Les secteurs d'intérêts écologique

3.3.1 Les ZNIEFF



Le projet ne se superpose pas à la ZNIEFF de type II 520012246 VALLEE DU LAY ET BOIS DE LA REORTHE A SAINT-VINCENT-PUYMAUFRAIS. Le projet ne sera pas de nature à impacter cette Zone Naturelle.

3.3.2 Natura 2000

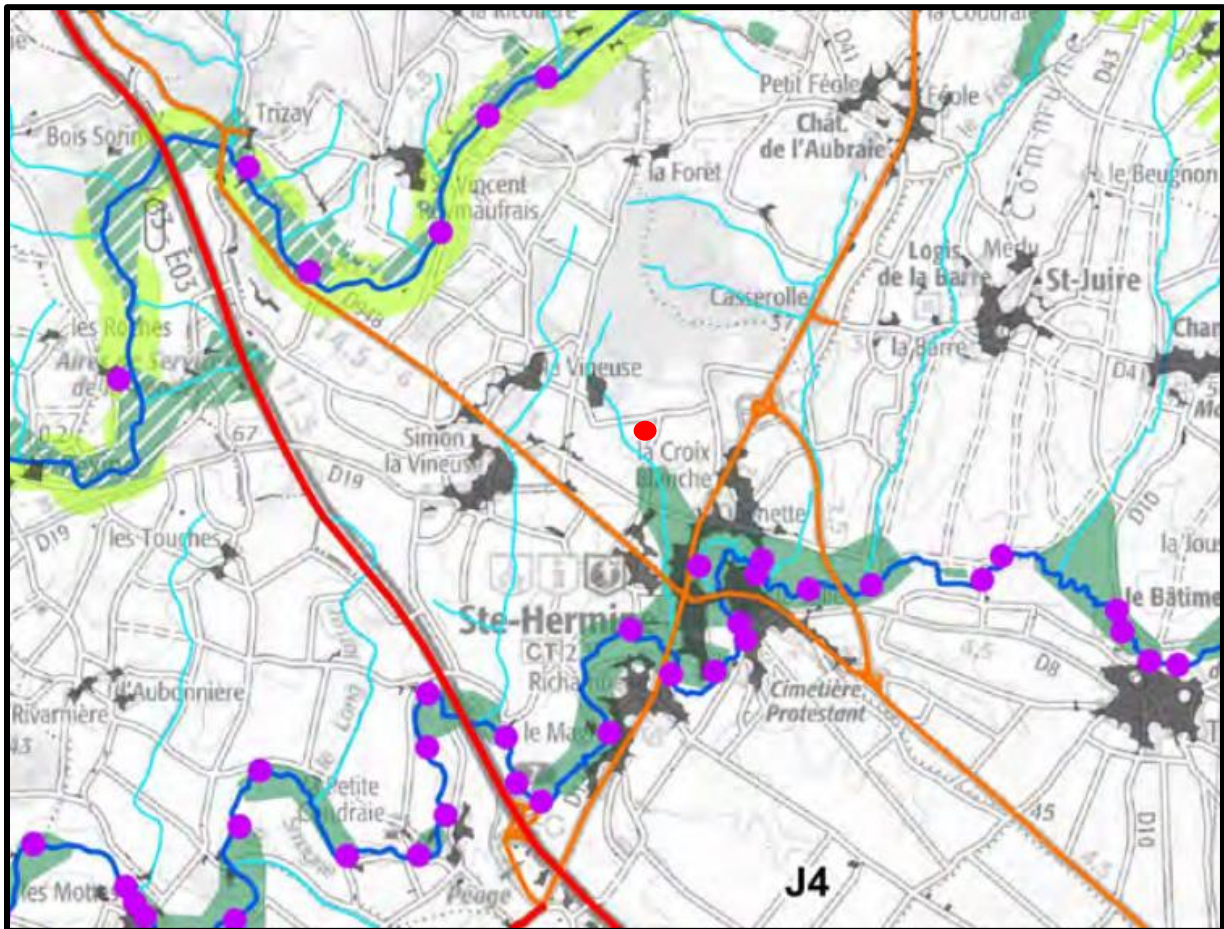


Le projet se situe à plus de 10 km de la zone Natura 2000 la plus proche.

« **Marais Poitevin** » (**Zone de Protection Spéciale FR 5200659**)

Très vaste ensemble regroupant d'une part des zones littorales occupées par une grande baie marine avec d'importantes surfaces de slikke et de schorre, plusieurs estuaires et des cordons dunaires, et d'autre part, une vaste zone humide arrière-littorale occupée par des prairies humides et un important réseau hydraulique. Des affleurements calcaires se rencontrent à la périphérie du site et sous forme d'îles au centre des marais. Entre la zone des "marais mouillés" et les secteurs littoraux de la baie de l'Aiguillon-Pointe d'Arçay, inclus dans le projet de S.I.C., les anciens marais ont subi une poldérisation et une mise en valeur par des systèmes agricoles intensifs.

3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire



Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.

Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleu sans savoir de vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des écosystèmes, pour limiter la dispersion d'espèces, notamment d'espèces exotiques envahissantes ou pour limiter la propagation de maladies animales et végétales.

Les corridors écologiques peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas nécessairement une continuité physique ou des espèces contigus

On distingue ainsi trois types de corridors écologiques :

Les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau...)

Les corridors discontinus (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets...)

Les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).

Le projet ne s'inscrit pas dans aucun corridor écologique.

La création ne fera pas obstacle à la continuité des corridors et cours d'eau à proximité.

L'ouvrage ne sera pas considéré comme élément de fragmentation, au vu de ses caractéristiques, sur l'ensemble des corridors.

Le projet ne se superpose à aucun corridor écologique.

3.4 Les zones humides

L'ensemble des prospections zone humide sont détaillés dans l'annexe du cas par cas.

(Sondages joints en annexe)

Le projet ne se superpose pas à une zone humide.

Le réseau de canalisations enterrées ne sera pas de nature à impacter une zone humide.

(Détail de l'implantation jointe en annexe)

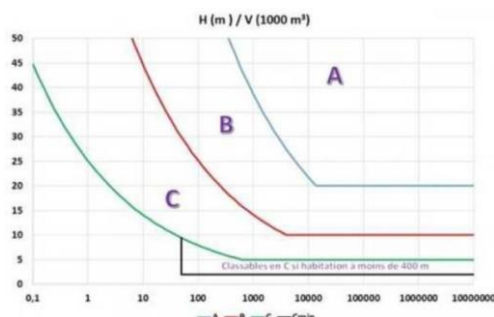
Carte de zones humides du SAGE du Lay (Source Sage Du Lay)



3.5 Environnement proche

3.5.1 Habitations

Le projet de retenue ne sera pas soumis aux classes de barrage. **Le volume hors sol de la retenue sera inférieur ou égale à 50 000 m³.**



Les barrages de classe C ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que $K > 20$. Relèvent également de la même classe les barrages des hauteurs supérieures à 2m, qui retiennent aussi plus de 0.05 millions de m³ et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage.

Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement. Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage. Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence.

Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

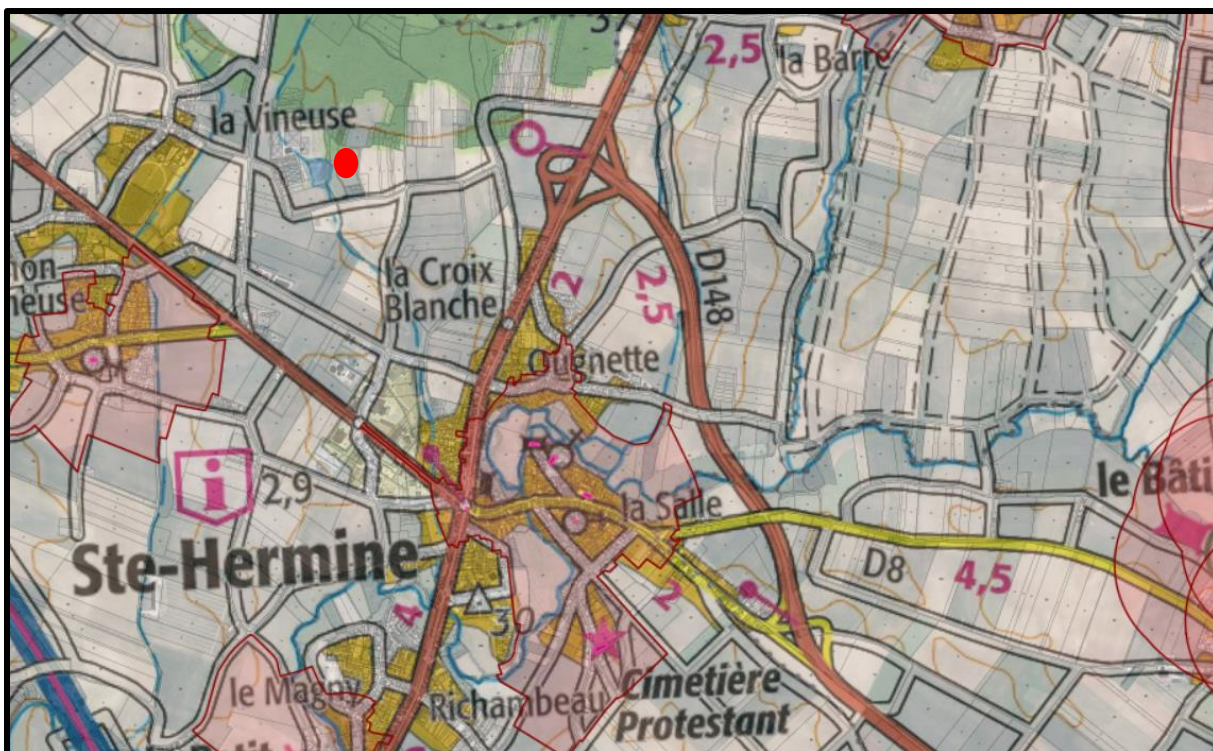
3.5.2 Périmètre eau potable :

Le projet ne se superpose pas au périmètre pas au périmètre d'AEP le plus proche, complexe de Mervent se situe à plus de 6 km du projet.

3.6 Servitudes

Une démarche DICT devra être effectuée avant les travaux par l'entreprise en charge.

3.7 Zones de présomption archéologique.



Les bâtiments de France ont été consulté afin d'envisager la poursuite du projet. La DRAC sera également consultée au titre de l'archéologie préventive.

3.8 Mesures ERC

Différentes possibilités étaient envisagées dans le cadre du projet de retenue. Afin de réduire au maximum les éventuels impacts du projet, la mesure ERC a donc été prise en compte.

Première variante



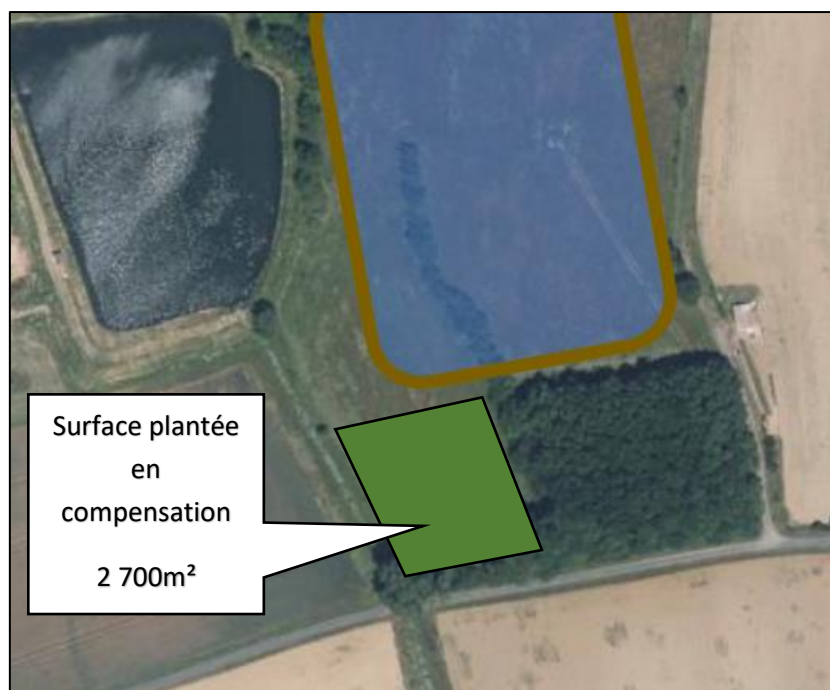
Le premier projet consistait à supprimer une surface boisée.

Après application des mesures ERC



En appliquant les mesures ERC, la surface boisée est conservée. Un linéaire de 80 mètres de haie, constituée de ronce et jeunes frênes sera impactée.

La compensation pour ce linéaire supprimé sera prise en compte et un programme de plantation sera fait afin de planter le délaissé situé au sud du projet.



3.9 Cumul d'impact du projet

La notion de cumul d'impact du projet est prise en compte pour ce projet.

En effet, un étang est situé aux abords du projet de l'EARL Le Puits.

C'est étang est alimenté à ce jour par la collecte des eaux de pluies des serres.

Le remplissage du projet de retenue est assuré par récupération des eaux des sites industriels et éventuellement depuis le cours d'eau Le Lay.

A savoir que l'étang voisin se situe sur le bassin versant de la Smagne et non pas du Lay.

Le projet ne rentre donc pas dans le cadre d'un cumul d'impact ou de nature à l'aggraver.

4 Le SDAGE et le SAGE

Le projet sera compatible aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne.

Enfin, le projet tiendra compte également du SAGE en place sur ce secteur, le SAGE du Lay.

Le comité de bassin a adopté le 16 Mars 2022 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2022 à 2027 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre approuve le SDAGE et arrête le programme de mesure.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le SDAGE, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers
15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et des submersions marines 1B

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau 1D

Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.

Maîtriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage, rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

Restaurer le fonctionnement des circuits de migration 9A

Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats 9B

Règles du SAGE

PORTEE JURIDIQUE DU REGLEMENT PRIORITES D'USAGES DE LA RESSOURCE

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE du LAY

5. Conclusion

Le projet de création d'un plan d'eau de l'EARL Le Puits devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Aux vues des premiers éléments, le projet semble respecter l'ensemble des dispositions réglementaires permettant sa mise en œuvre.

Des prospections (végétation + pédologie) ont été effectuées sur les parcelles projets pour définir précisément la présence de zone humide. L'étude ERC sera détaillée dans le dossier de déclaration loi sur l'eau.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques.